



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaines du 24 décembre 2020 au 6 janvier 2021

Mexique

2019 – PIB : 1258 Mds USD | Pop : 127

COVID-19

A la fin de la journée du 6 janvier, le Mexique enregistrait 129 987 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +8 % de décès supplémentaires depuis le 23 décembre. 1 479 835 cas confirmés ont été enregistrés (+ 9,6% depuis le 23 décembre).

Les mesures ont été durcies fin décembre dans la ville de Mexico, qui est repassée en « feu rouge », à l'instar de 4 autres Etats, ce qui implique la fermeture de tous les établissements en dehors des activités économiques dites essentielles. La majorité des Etats sont en orange, tandis que 5 sont en jaune ou vert.

Le Mexique a déboursé 6,5 Mds MXN (26 M EUR) pour des vaccins contre le COVID-19. Au total, les contrats signés par le gouvernement fédéral pour l'acquisition de doses de vaccin s'élèvent à 32 Mds MXN (1,3 Md EUR). Arturo Herrera, ministre des finances, a annoncé que tous les travailleurs de la santé seront vaccinés dès janvier.

Finances publiques

Les recettes fiscales accumulées entre janvier et novembre 2020 ont enregistré une baisse de 5,4% par rapport à la même période en 2019. Aussi, les recettes fiscales accumulées se sont élevées à 4 734 Mds MXN (189 Mds EUR), soit 287 Mds MXN de moins que ce qui était initialement prévu dans le budget. Toutefois, sur le seul mois de novembre, la collecte fiscale s'est améliorée, notamment en raison d'une supervision accrue, de l'ouverture des activités et du maintien du « Buen Fin » (période de soldes). Les trois principaux postes de recettes fiscales sont la TVA (+14,7%g.a.), l'impôt sur le revenu (+5,7%) et l'impôt spécial sur la production et les services ou IEPS (+1,4%), qui ont tous enregistré une croissance en novembre, tandis que les revenus fiscaux pétroliers ont chuté de 42,5% g.a.. Les dépenses en novembre s'élèvent quant à elles à 5149 Mds MXN (206 M EUR), soit 1,6% de moins par rapport à la même période de l'année précédente.

Le Mexique a émis une obligation de 3 Mds USD à 50 ans afin d'améliorer le profil de sa dette. Le ministère des finances et du crédit public a souligné la nécessité d'emprunter davantage cette année tout en élargissant le profil de maturité de la dette du gouvernement. Cela devrait permettre de couvrir 35% des besoins en devises approuvés par le Congrès pour 2021. Le Mexique est ainsi entré pour la première fois sur le marché taïwanais, où il a placé cette

nouvelle obligation de référence à 50 ans à un rendement de 3,75 %. Cette émission fait notamment suite aux récents placements de dette du Pérou et du Brésil.

Economie

Tatiana Clouthier a pris ses fonctions lundi 4 janvier, en tant que ministre de l'économie.

L'économie du Mexique connaîtra une croissance de 3,7% en 2021, selon la Banque Mondiale. La reprise devrait être portée par l'amélioration de ses exportations vers les Etats-Unis, et par la mise en œuvre de l'accord commercial avec le Canada et les Etats-Unis (T-MEC). Cependant, d'ici 2022, le taux de croissance ralentira à 2,6% selon les estimations. Toutefois, **selon la dernière enquête réalisée par Bloomberg, les prévisions de croissance du PIB mexicain en 2021 ont été réduites de 3,87 à 3,8%, en raison notamment de l'imposition d'un « feu rouge » dans la CDMX et d'autres Etats (Etat de Mexico et Morelos).** Selon les données de l'Inegi, la CDMX et l'Etat de Mexico contribuent à 25% du PIB national.

Selon la BID, après une chute de près de 50% g.a. des exportations en avril et mai, le Mexique aurait terminé l'année 2020 avec un volume d'exportations inférieur de 13% à celui de l'année précédente et de 14% en valeur.

Les exportations sont toutefois en expansion depuis septembre. En effet, **les exportations du Mexique ont augmenté de 2,3% g.a. en novembre pour atteindre 38,3 Mds USD** et se maintiennent pour le troisième mois consécutifs en territoire positif, puisqu'elles avaient augmenté de 3,66% en septembre et de 2,89% en octobre. D'autre part, les importations de marchandises ont atteint 35,5 Mds USD sur la même période, soit une augmentation de 3,9% g.a. **Le pays présente donc un excédent commercial de 3,32 Mds USD en novembre.**

Le taux de chômage passe de 4,7% en octobre à 4,4% en novembre 2020. D'autre part, l'emploi informel s'élève à 29,8 M de personnes en novembre 2020, selon l'Inegi. Sur les 12 millions de personnes qui avaient quitté la population active en avril, près de 9,9 millions de personnes avaient récupéré leur emploi en novembre. La relance du marché du travail est notamment due à la réactivation accélérée de l'économie américaine qui a bénéficié à l'industrie manufacturière mexicaine.

La hausse de 15% du salaire minimum est entrée en vigueur au 1er janvier 2021. La journée de travail passe ainsi à 213,39 pesos (8,79 EUR) dans la zone libre frontalière du Nord du pays et à 141,70 pesos (5,85 EUR) dans le reste du pays. Cette hausse profitera à 4,5 M de travailleurs, soit environ 22,85% du total des personnes affiliées à la sécurité sociale.

Les transferts de fonds de migrants (*remesas*) ont connu leur meilleur mois de novembre en 2 ans, avec une hausse 15,6% g.a. atteignant ainsi 3,4 Mds USD, selon Banxico. Aussi, sur l'année 2020, ils devraient atteindre 40 Mds USD. Entre janvier et novembre 36,9 Mds USD de *remesas* sont entrées au Mexique, un montant historique supérieur de 10,9% à celui de la même période de l'année précédente. Notamment, les transferts fiscaux qui soutiennent les salaires aux Etats-Unis, un taux de change compétitif et la profonde contraction de l'emploi au Mexique ont agi comme des moteurs de transferts de fonds.

Les ventes dans les magasins à l'occasion de l'épiphanie ont diminué de 50% par rapport à l'année précédente. Elles ne seront que de 8,7 Mds MXN (348 M EUR) en janvier 2021. Cette baisse est notamment liée à l'impact de la crise sanitaire et à des restrictions sur les établissements commerciaux et la mobilité dans certaines villes.

Les bénéfices des banques chutent de 36,5% g.a. en novembre, selon la Commission Nationale des Banques et des valeurs mobilières (CNBV). Les 50 institutions bancaires opérant au Mexique ont déclaré des bénéfices de 98 Mds MXN (3,9 Mds EUR) en novembre. La pandémie de COVID-19 a fortement nui aux bénéfices du secteur en 2020, puisque les banques ont accumulé onze mois consécutifs de pertes.

En cette fin d'année 2020, le risque pays diminue et l'appétit pour les titres de dette mexicain augmente : l'indice de risque pays s'est établi à 200 points le 29 décembre 2020, soit son niveau le plus bas depuis le mois de février 2020. L'indice a accumulé jusqu'en décembre une baisse de 29 points, et 53 points par rapport à la fin octobre. La détention de titres de dettes par des étrangers s'élevait quant à elle à 1 885 Mds MXN (75 Mds EUR) au 17 décembre 2020, soit 123 Mds MXN de plus que la même période du mois précédent. Les taux d'intérêt sont élevés au Mexique par rapport aux Etats-Unis ou à l'Europe où des stimuli importants ont été annoncés, ce qui rend le pays attrayant.

Les réserves internationales ont atteint leur plus haut niveau en 5 ans avec 195 Mds USD au 31 décembre 2020. Selon Banxico, le solde a augmenté de 14,7 Mds USD au cours de l'année et la plus forte augmentation (5,9 Mds USD) a notamment été due à la réévaluation des actifs et à d'autres opérations de la Banque Centrale. PEMEX et le gouvernement fédéral ont été les principaux fournisseurs de réserves.

Actualités agricoles et agroalimentaires

Le Mexique interdit le maïs génétiquement modifié ainsi que l'utilisation du glyphosate. Il supprimera progressivement toutes les importations d'ici 2024, dans le cadre des efforts du gouvernement pour atteindre l'autosuffisance en matière de production alimentaire .Le gouvernement s'abstiendra ainsi d'accorder de nouvelles autorisations pour la dissémination de semences de maïs génétiquement modifié.

Le pays enregistre un excédent commercial agricole et agroalimentaire record, avec un montant de 10,5 Mds USD en 2020. Il s'agit de la sixième année consécutive que la balance commerciale agricole est excédentaire. On note également la **hausse des exportations agricoles mexicaines vers les Etats-Unis :** l'USDA estime que leur valeur sera en 2021 de 29,5 Mds USD, une valeur record suite à une croissance progressive de 22% en 5 ans, le Mexique restant le premier fournisseur agricole des Etats-Unis.

Indicateur	Variation sur un mois glissant	Variation sur un an glissant	Niveau du 06/01/2021
Bourse (IPC)	+0,67%	+3,24%	45 587,16 points
Taux de change USD/Peso	+0,44%	+5,36 %	19,65 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,71%	+15,79%	24,22 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+11,77%	-15,82%	48,81 USD/Barils

AMERIQUE CENTRALE

2019 – PIB : 271 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19
	Nombre de décès liés au COVID-19
	<i>Données officielles au 06 janvier 2021</i>
Costa Rica	175 038 <i>Décès : 2 267</i>
Guatemala	141 074 <i>Décès : 4 928</i>
Honduras	124 899 <i>Décès : 3 192</i>
Nicaragua	6 097 <i>Décès : 166</i>
Panama	264 956 <i>Décès : 4 283</i>
Salvador	47 948 <i>Décès : 1 390</i>

Honduras

2019 – PIB : 25,1 Mds USD | Pop : 9,7 M hbts

L'administration des douanes a lancé un appel d'offres pour la fourniture et l'opération sur 13 ans de scanners douaniers en faveur du port hondurien de Puerto Cortés. Les offres devront être rendues pour le 1^{er} mars 2021 à 14h. Les informations générales sur l'appel d'offre, ainsi que les modalités d'obtention du dossier de candidature peuvent être consultées à l'adresse <https://www.aduanas.gob.hn/aviso-de-licitacion-publica-internacional-lpi-aduanas-001-2021/> (en espagnol et en anglais).

Les exportations de café ont diminué de 45% en devises pour atteindre 40,5 M USD et de 53% en volume pour la récolte 2020. Cette forte baisse résulte des dommages causés par les deux ouragans, provoquant la destruction de 7 200 tonnes (soit 50% de la récolte) de café et de plus de 2000 kilomètres de routes utilisées pour le transport des grains. **Le café était en 2019 le principal poste de vente du pays, représentant 28% des exportations.**

Guatemala

2019 – PIB : 76,7 Mds USD | Pop : 16,6 M hbts

Le président Giammattei a déclaré qu'il n'y aura pas de hausse du salaire minimum en 2021. Cette décision fait suite à l'absence d'accord entre les différentes organisations patronales, syndicales et le gouvernement. Le salaire mensuel minimum en vigueur en 2021 restera donc de 3075,10 GTQ (394,45 USD) pour les activités non agricoles, de 2992,37 GTQ (383,8 USD) pour le secteur agricole et de 2831,7 GTQ (363,24 USD) pour les activités d'exportation et le secteur des maquiladoras.

Les relations commerciales bilatérales entre le Guatemala et le Salvador ont diminué de 8,4% sur les dix premiers mois de l'année 2020 pour atteindre 1,06 Mds USD. Cette baisse résulte

des mauvaises performances économiques du Salvador, entré en récession après une baisse de 10,2% g.a. de son PIB sur le T3 2020. Le Guatemala est le troisième fournisseur du Salvador.

En 2020, 2,6 MUSD (20,7 M GTQ) de marchandises de contrebande ont été saisies aux frontières guatémaltèques, soit seulement 0,06% du montant total de contrebande estimé par la CABI (Groupe de réflexion pour l'Amérique centrale) pour 2020. La SAT (Surintendance de l'administration fiscale) a annoncé l'ouverture de six nouveaux postes de contrôle pour 2021 en sus des deux ouverts en 2020. La chambre de commerce a par ailleurs indiqué que les secteurs des denrées alimentaires, des médicaments et de produits d'hygiène étaient les plus touchés.

Selon les premiers chiffres de l'Agexport, les exportations guatémaltèques ont diminué de 1,4% g.a. en 2020 à 11 Mds USD. L'agence précise que certains produits tels que la cardamome, le fer, l'acier et les huiles alimentaires ont porté les exportations avec des hausses respectives de 59%, 9,4% et 9,2% sur l'année. A l'inverse, les secteurs vestimentaires, des boissons et sucrier ont connu une baisse de respectivement 18%, 15% et 9% sur les trois premiers trimestres 2020. Les trois principaux clients du Guatemala ont été les Etats-Unis (33% des exportations), le Salvador (11,3%) et le Honduras (8,8%). Selon l'étude de l'Agexport, 53% des exportations proviennent du secteur manufacturier et 47% du secteur primaire.

Le secteur public a exécuté 89,7% du budget sur l'année 2020, soit 12,3 Mds USD (96 Mds GTQ). En détail, le ministère de la santé a atteint 86% d'exécution, le ministère de l'agriculture 70% et celui de l'économie 96%. Le ministère des communications, de l'infrastructure et du logement (CIV) n'a exécuté que 69% de son budget, soit 616 M USD (4,8 Mds GTQ). Le ministère des finances a par ailleurs indiqué que la charge fiscale sur l'année s'élevait à 9,9% du PIB et qu'une première estimation de la collecte fiscale s'élevait à 7,6 Mds USD, soit 9,7% du PIB 2019.

Nicaragua

2019 – PIB : 12,5 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

La Banque centrale a révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour 2020 passant de -4,5% à une fourchette allant de -1,5% à -2,5% du PIB. L'institution explique cette forte revue à la hausse par un meilleur environnement macroéconomique et une reprise de l'activité commerciale plus forte que prévue. La Banque centrale a également baissé la projection du taux d'inflation pour 2020 à une fourchette allant de 2 à 3% contre 3,7% précédemment.

Sur les dix premiers mois de l'année, le déficit commercial a atteint 1,1 Md USD soit 19,8% de moins que celui de 2019 selon la Banque centrale. Les exportations ont augmenté de 8,2% sur la période alors que les importations ont baissé de 5,2% notamment dû à la baisse de 41% des importations pétrolières. Le déficit commercial accumulé sur les dix premiers mois de l'année du pays représente dès lors 8,7% du PIB annuel 2019.

Les Etats-Unis via l'agence USAid ont annoncé de nouveaux dons à hauteur de 5 M USD pour aider les personnes touchées par le passage des ouragans Eta et Iota. Cette aide vient s'ajouter au 1,3 M USD déjà versé pour cette cause. Les fonds seront octroyés exclusivement à l'UNICEF et ses partenaires humanitaires locaux. Selon le gouvernement nicaraguayen, 30 personnes ont perdu la vie lors du passage des deux ouragans et les pertes sont estimées à 742 M USD.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

L'assemblée législative a approuvé le Budget général de l'Etat pour 2021 pour un montant de 7,4 Mds USD (28% du PIB), soit une hausse de 16% par rapport au budget 2019. 70% du budget sera financé par les recettes fiscales, 10% par les recettes non fiscales et 20% par l'émission de dette. L'investissement public devrait atteindre 1,5 Md USD, dont 629 M USD dédiés aux investissements en infrastructures.

Le Président Bukele a annoncé à la suite de ce vote utiliser son droit de veto sur 11 décrets approuvés par l'Assemblée car il les considère comme inconstitutionnels. Ceux-ci avaient en effet été envoyés sous format numérique au gouvernement après que celui-ci eut refusé de les recevoir sous format papier. Le Président a par ailleurs annoncé que les fonds destinés aux investissements publics étaient insuffisants. Il a assuré qu'il approuverait les décrets portant sur le paiement du projet d'infrastructure FOMILENIO, l'augmentation du salaire de plusieurs corps de métiers, du Budget de l'Université du Salvador et des actions en faveur de l'environnement notamment.

CARAÏBES

2019 – PIB : 213 Mds USD | Pop : 36 M hbts

Nombre de cas de COVID-19

Pays

Nombre de décès liés au COVID-19

Données officielles au 06 janvier 2021

République dominicaine	177 508 <i>Décès : 2 423</i>
Haïti	10 127 <i>Décès : 236</i>
Jamaïque	13 368 <i>Décès : 306</i>
Cuba	13 165 <i>Décès : 148</i>

Cuba

2018 – PIB: 100 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Cuba signe un accord avec une entreprise australienne pour l'exploitation minière. L'entreprise cubaine *Commerciale Caribbean Nickel S.A. (CCN)* a signé un contrat d'association économique internationale avec l'entreprise australienne *Caribe Metals Corporation Pty Limited (CMC)* pour la réalisation d'une étude de faisabilité du projet d'exploration et d'exploitation minière *Cajalbana*, situé dans la province de Pinard del Rio. L'accord, d'une durée

de 3 ans, prévoit une contribution de CMC de 3,8 millions USD, destinée au financement d'un programme en deux étapes. Si l'étude initiale conclue à la faisabilité du projet, une joint-venture sera créée avec l'Etat cubain afin de réaliser la construction puis l'exploitation d'une unité d'extraction. Le volume du gisement est estimé à 51 M de tonnes de nickel et de cobalt.

Cuba annonce des nouvelles mesures sanitaires. Le Ministère cubain de la Santé publique (Minsap) a annoncé la réduction, à partir du 1er janvier 2021, du nombre de vols en provenance des États-Unis, du Mexique, du Panama, des Bahamas, d'Haïti et de la République Dominicaine, en raison de l'augmentation des « cas importés » de coronavirus depuis la réouverture des aéroports de l'île. D'après le Minsap, 71,5% des nouveaux cas des dernières semaines correspondent à des cas importés. Une autre mesure annoncée est l'obligation de présenter, à partir du 10 janvier, un test PCR négatif, effectué moins de 72H avant l'arrivée à Cuba. Ces exigences s'ajoutent aux protocoles d'entrée déjà en vigueur : la réalisation d'un test PCR à la frontière sur tous les voyageurs arrivant, et un second test après cinq jours dans le cas des résidents et des étrangers qui n'arrivent pas en tant que touristes (pour des déplacements professionnels par exemple).

République Dominicaine

2019 – PIB : 88,9 Mds USD | Pop : 10,7 M hbts

Au regard de l'augmentation substantielle des cas positifs de COVID-19 dans le pays, le Cabinet de Santé coordonné par la Vice-présidente de la République, Raquel Peña, a annoncé par décret un nouveau couvre-feu à partir du 1er janvier et en vigueur jusqu'au 10 janvier. De lundi à vendredi, le couvre-feu est prévu de 17h à 5h, avec deux heures de libre circulation jusqu'à 19h et les week-ends, de 12h à 5h. Pareillement, tous les espaces publics en plein air ont été fermés à l'exception du secteur touristique, qui fait l'objet d'un protocole spécial.

Le gouvernement a prolongé jusqu'en avril 2021, les programmes "Restez à la maison" et le Fond d'aide à la solidarité des salariés (FASE I) mis en place pour faire face à la crise économique générée par la pandémie de COVID-19. Le coût de la poursuite de ces programmes d'aide s'élevait à 27 Mds DOP, dont 10 Mds DOP n'ont pas été inclus dans le budget national récemment approuvé. Le ministre des finances a expliqué que pour obtenir ces 10 Mds DOP, une réaffectation des ressources sera effectuée pour économiser sur des postes non prioritaires, tels que la publicité et l'achat de véhicules.

Pour garantir la sécurité alimentaire des ménages, le président Luis Abinader a lancé le programme "Supérate", qui octroiera une aide financière mensuelle aux citoyens en situation de vulnérabilité économique. Ce programme entrera en vigueur en mai 2021 et remplacera l'actuel programme "Manger d'abord". Dirigé par PROSOLI, il versera le double du montant octroyé dans l'ancien programme "Manger d'abord" (1 650 DOP par mois) et intégrera 200 000 ménages supplémentaires pour atteindre l'objectif d'un million de bénéficiaires.